PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 7 FEVRIER 1967. — N° 75. Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

ESPAGNE 67 :

La lutte des travailleurs contre Franco

(voir p. 4 et 5)

A 1 MOIS DES LÉGISLATIVES

LES élections approchent : quatre semaines, c'est très court, aussi les états-majors des différentes formations politiques mettent une dernière main aux programmes, enlèvent une dernière tache du plastron de leurs candidats, et terminent à l'arrachée le dernier marchandage (si vous retirez votre candidat qui nous gêne dans telle circonscription nous retirons le nôtre qui vous ennuie dans telle autre).

Quel est l'enjeu de cette lutte et que peuvent, dans les circonstances actuelles, en attendre les travailleurs ? Est-il vrai, comme l'affirme le Parti Communiste Français, qu'une « démocratie véritable » en peut surgir ?

Tout d'abord, il faut bien voir que le Parlement qui sera élu en mars prochain n'aura guère de pouvoir et, en tout cas, pas celui de s'opposer au gouvernement dont le Premier ministre est choisi par le président de la République, de Gaulle, et lui seul.

C'est la Constitution de la Ve République qui a ainsi prévu les rapports de l'Assemblée et du gouvernement et des élections législatives n'y peuvent rien changer. Dans les républiques précédentes, le Parlement n'avait déjà que des prérogatives bien limitées par rapport au pouvoir exécutif et la Constitution de la IVe République était déjà un modèle du genre ; celle de la Ve est simplement pire. Même si les élections amènent une majorité de députés non U.N.R., ces rapports seront inchangés et la nouvelle majorité, si elle est capable de se mettre d'accord sur un programme — ce qui n'est pas dit — sera dans l'impossibilité légale de constituer un gouvernement. Bien sûr, ce serait un camouflet pour le régime gaulliste, mais ce camouflet est-il seulement possible ?

Il ne faut pas oublier que la loi qui règlemente les élections a été, elle aussi, construite sur mesures et que le nombre des députés à la Chambre n'est pas proportionnel au nombre de voix. On pourrait presque dire qu'il est parfois inversement proportionnel à ce nombre. L'U.N.R. est actuellement majoritaire à la Chambre sans l'être dans le pays. Et dans le Parlement élu en mars, dans le meilleur des cas, ce que l'on peut prévoir, c'est que l'U.N.R. ne soit plus majoritaire. Mais que l'U.N.R. n'ait plus la majorité, cela ne signifie pas que quelqu'un d'autre en ait une.

De Gaulle pourra compter, selon les circonstances, sur un appoint de voix des Lecanuetistes ou des radicaux car pour ne pas être U.N.R., on n'en est pas moins réactionnaire.

Voilà tout ce qu'on peut attendre des élections de mars, si l'on compte pour rien des désillusions.

Est-il possible, au moins aux travailleurs, à ceux qui sont hostiles à de Gaulle et au Gaullisme, à défaut de pouvoir être « efficaces », de se compter sur des candidats représentant la classe ouvrière ?

Pas même, parce que les accords électoraux où sont entrés P.C.F., Fédération de la gauche (socialistes et radicaux) et P.S.U. ne permettront pas de faire un tel choix. Ces gens, qui ont noms Mitterand, Guy Mollet ou Mendès-France, quelle politique mèneront-ils au Parlement ? Défendront-ils les intérêts des travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre.

Il est certain que de nombreux travailleurs voteront pour les candidats du P.C.F. en croyant changer quelque chose à leur sort. Et comme rien ne changera, on leur expliquera que c'est parce que « les autres » n'ont pas « encore compris ».

CORTE.

● Lire la suite en page 8

LA JOURNÉE DU 1er FÉVRIER

Voir nos informations pages 6 et 7

GRISSOM, WHITE et CHAFFEE

LA conquête de l'espace compte ses premiers morts.

Pourquoi la mort de Grissom, White et Chaffee a-t-elle plus ému que le sort des techniciens qui périrent ou furent brûlés dans les mêmes conditions au cours d'essais techniques concernant le programme spatial ?

Pourquoi ces morts émeuvent-elles plus que d'autres ?

Leur mort et leur agonie furent terribles, mais pas plus que celle de bien d'autres qui ont l'honneur des faits divers; que celle des pompiers de Fezin; que celle de ces ouvriers de la sidérurgie qui meurent trop fréquemment dans la fonte ou l'acier en fusion; que celle des paysans coréens qui sont morts sous le napalm déversé par le pilote Grissom, alors qu'il n'était pas encore cosmonaute, et qu'il faisait la guerre en Corée.

La mort des uns, n'est pas pire que celle des autres. A tout prendre, elle est bien meilleure.

Les humbles, les ignorés, les accidentés du travail, ceux qui font les statistiques du communiqué au Vietnam, meurent dans l'ombre et quasi-anonymement, même si le feu qui les fait périr est un brasier plus chaud que celui qui carbonise Grissom, White et Chaffee.

Et, cependant, c'est quand même à juste titre que la mort de ces hommes a frappé et que par toute la terre nombreux sont ceux qui eurent l'impression d'avoir perdu quelque chose et quelqu'un lorsqu'ils sont morts.

Et nous reconnaissons que nous sommes de ceux là.

Plus que les autres, nous devons avoir les yeux fixés sur l'avenir. Dans le gigantesque effort que l'homme fait depuis l'origine de l'humanité pour dompter la nature environnante et s'en affranchir, les circonstances ont fait que chaque étape de cette lutte est baptisée de noms d'hommes, quelquefois héros, souvent martyrs. Nous ne sommes pas sortis de la barbarie et, l'homme, dans cette lutte pour s'affranchir, a construit des sociétés qui, dans bien des cas, l'ont asservi plus que la nature la plus hostile ne aurait pu le faire. C'est pourquoi dans toute l'histoire passée et présente de l'humanité rien n'est pur, rien n'est proprement humain.

Si les socialistes que nous sommes militent pour que cette société basée sur l'asservissement d'hommes par d'autres, accouche d'une société meilleure, sans classes, nous devons savoir distinguer dans cette société ce qui prépare la société nouvelle ou tout au moins ce qui pourrait en faire partie — ce qui en fait déjà partie.

Bien sûr, les hommes, Grissom, White, et Chaffee, sont ce qu'ils sont. Le premier est un ancien pilote de la guerre de Corée, le second un officier, fils et neveu de généraux, et le troisième un technicien qui ne fut pas autre chose parce qu'il est mort trop jeune.

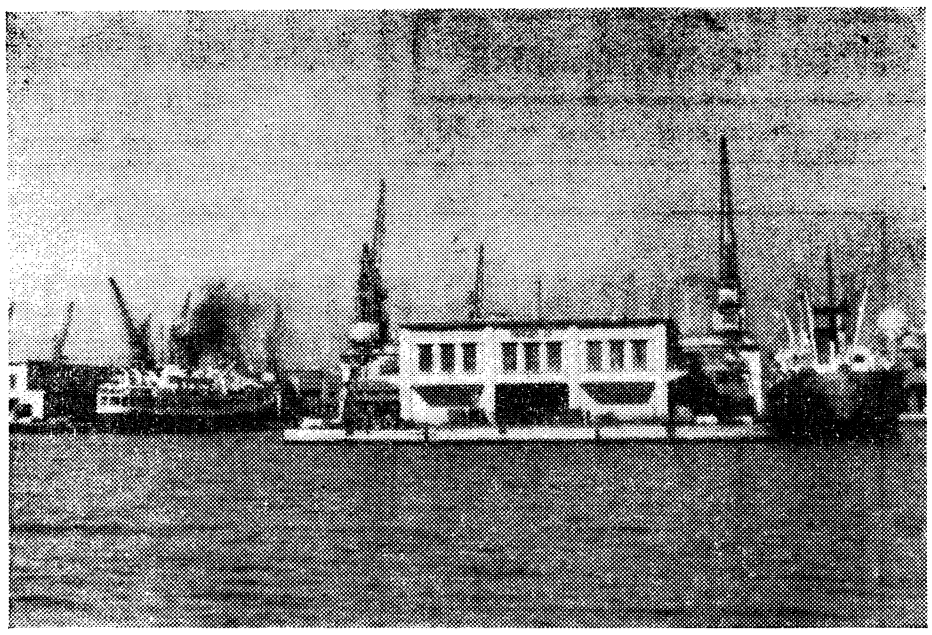
S'ils étaient cosmonautes c'est peut-être par patriotisme : pour que les U.S.A. soient gagnants dans la course engagée contre l'U.R.S.S., course plus militaire que scientifique; c'était peut-être aussi pour les avantages matériels et les honneurs.

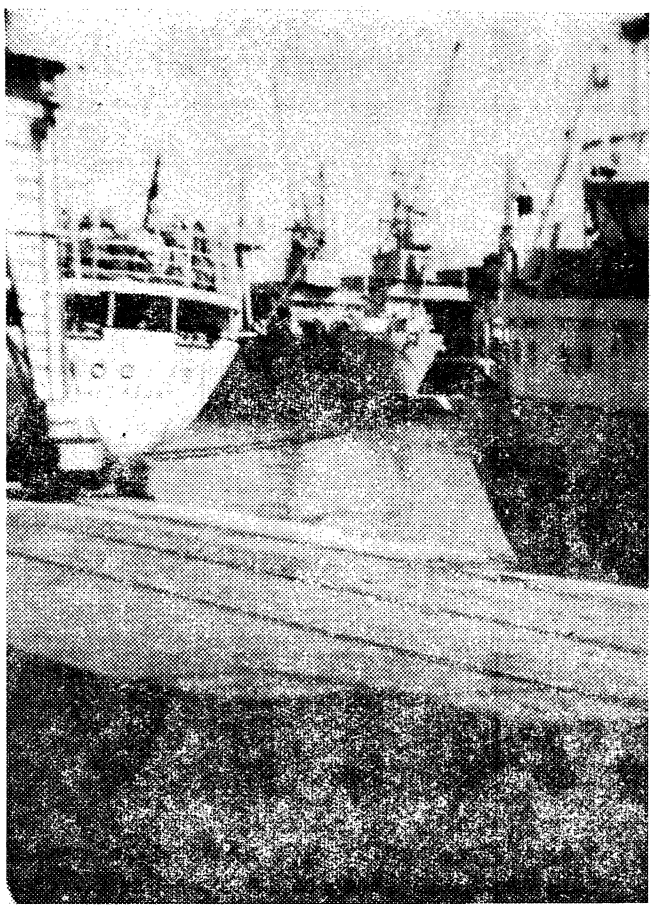
Encore faut-il ajouter que s'ils sont morts ce n'est pas exactement pour la science, mais en grande partie à cause de la compétition U.R.S.S. - U.S.A. dans ce domaine. Les fusées porteuses U.S., les « lanceurs », sont moins puissants jusqu'à présent que les fusées utilisées par l'Union Soviétique. Les techniciens U.S., pour ne pas rester en retard, dans le domaine des satellites habités, ont utilisé les lanceurs dont ils disposaient. Aussi les capsules spatiales U.S. étaient-elles infiniment plus légères que les vaisseaux soviétiques. De là des techniques plus « limitées », les marges de sécurité moins grandes et l'utilisation de cet oxygène pur dans lequel chaque écolier sait qu'une barre de fer brûle comme un vulgaire fagot.

Mais si, dans cette société, les combattants des luttes sociales peuvent se sentir solidaires de certains hommes ou, plus exactement, de l'effort et des tentatives de certains hommes, Grissom, White et Chaffee, comme leurs compagnons et leurs homologues russes sont certainement de ceux là.

R. G.

A MARSEILLE





FACE à la solidarité patronale SEULE la solidarité ouvrière PEUT L'EMPORTER

MARSEILLE, le 4 février. — Voilà près de 20 jours que le port est fermé. Depuis le 18 janvier à 0 heure exactement.

Bien sûr les patrons, les acconiers, perdent de l'argent par millions : environ une centaine de navires ont évité Marseille et 300.000 tonnes de marchandises ont été perdues pour le port.

Bien sûr de nombreuses entreprises, dont les sucreries Saint-Louis sont en difficulté. Bien sûr la Corse est quasiment coupée du « Continent », et de nombreuses personnalités, dont l'archevêque de Marseille, ont protesté contre le lock-out.

Mais les acconiers ont décidé cette fois-ci de mater les dockers : ils veulent en finir avec les revendications, les syndicats et les grèves ! Ils veulent que les dockers reprennent le travail « à genoux »...

Pour cela, ils ont l'appui des armateurs et vraisemblablement des pouvoirs publics.

Quant aux travailleurs du port, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. La C.G.T., elle, conformément à la tradition, s'est montrée tout ce qu'il y a de plus conciliante : dès le 19 janvier, les dirigeants cégétistes imploraient le directeur du port pour qu'il fasse lever le lock-out. En échange, la C.G.T. ferait cesser la grève des heures supplémentaires, et bien entendu, il y aurait des discussions paritaires...

Mais voilà, les patrons n'ont rien voulu savoir. Ils n'ont pas voulu saisir la perche que leur tendaient les dirigeants syndicaux. Ils ont dit clairement qu'ils ne lâcheraient rien et en plus qu'ils désiraient réduire le nombre d'hommes par équipes !

POUR QUOI LUTTENT LES DOCKERS ?

Les conditions de travail des dockers et des autres catégories de travailleurs du port sont particulièrement difficiles. Le nombre d'hommes par équipe est resté le même depuis une trentaine d'années alors que le rendement a pratiquement doublé. Les salaires — selon des sources patronales — sont de 41 F par jour de travail. Et, en moyenne, un docker est embauché 18 jours par mois, ce qui donne un salaire mensuel de 73.800 anciens francs. Il faut toutefois y ajouter 11 F par jour en cas de chômage — à condition d'être présent à l'embauche à 6 h 30.

Les revendications actuelles sont les suivantes :

— 1 h 1/2 pour déjeuner au lieu de 1 heure. Il n'existe pas de cantine pour 3 à 4.000 travailleurs répartis sur 18 kilomètres de quai. Et les dockers doivent se payer le restaurant, soit 5 à 7 F par repas, sans même disposer du temps nécessaire pour manger et pour effectuer l'aller et retour.

— Une indemnité pour l'embauche. Les dockers devant être présents le matin à 6 h 30 alors que le travail ne commence qu'à 7 h 30, ils demandent que cette heure de présence soit payée. Les chefs d'équipes, eux, touchent 5 F de prime d'embauche.

— Augmentation de la prime de fin d'année. Pour la toucher intégralement, il faut avoir travaillé 250 jours dans l'année... mais en moyenne il n'y a du travail que pour 200 jours. La prime est donc très faible. Les dockers réclament 2 F par jour de travail.

— Augmentation du nombre d'hommes par équipe, pour diminuer les cadences infernales. Les acconiers, justement, veulent réduire ce nombre.

— Mensualisation des conducteurs d'engins. La plupart d'entre eux étant déjà mensuels, il s'agit d'échapper aux vicissitudes de l'embauche, pour une catégorie qui, contrairement aux dockers travaille pratiquement tous les jours.

— Obtention d'une convention collective pour les agents de maîtrise.

— Embauche exclusive dans les centres prévus à cet effet. Car les acconiers et certains chefs d'équipes préfèrent embaucher des « occasionnels » dont la garantie du travail dépend de la bonne volonté des chefs d'équipes. Cette illégalité — car, en principe, les dockers ont priorité d'embauche — permet d'avoir un personnel plus « souple » et en même temps de faire pression sur les dockers en les mettant au chômage...

— Obtention de 400 cartes de dockers pour les « occasionnels » qui travaillent à peu près régulièrement sur le port.

Voilà les revendications dont les patrons ne veulent pas entendre parler.

UN COMBAT DOUTEUX.

Où en est-on dans le conflit actuel ? Devant la fermeté patronale, la C.G.T. n'a pu reculer davantage : tout en réaffirmant qu'elle était prête à faire cesser la grève des heures supplémentaires en échange d'une cessation du lock-out, la C.G.T. a maintenu les revendications que nous avons énumérées. Mais, elle serait prête à se contenter de beaucoup moins, voire de rien du tout...

Quant aux dockers, ils commencent à être très sérieusement touchés par 20 jours sans salaire et incontestablement leur moral a baissé. L'attitude hésitante de la C.G.T. n'arrange pas les choses. Les meetings, blocages de la circulation sur la place de la Joliette, manifestations, etc., organisés par les syndicats sont, certes, utiles, mais cela ne remplace pas l'organisation de la solidarité efficace des travailleurs.

Il suffirait que 400.000 travailleurs acceptent de verser 10 centimes par jour pour que les dockers touchent l'équivalant de leurs salaires. Cela paraît peut-être énorme, mais ce n'est pas hors de la portée de la C.G.T.... qui se réclame de plus d'un million de syndiqués en France.

Bien sûr, la C.G.T. organise des collectes, mais les sommes recueillies sont très insuffisantes. Quant à la solidarité des autres ports qui refusent de travailler sur des navires prévus pour Marseille, cela semble aussi insuffisant : les armateurs font décharger les marchandises périssables dans des ports — parfois très lointains — qui veulent bien travailler. Et, surtout, la plupart du temps, ils utilisent des navires qui ne vont pas d'habitude à Marseille et qui transportent des marchandises dont les dockers ne peuvent pas toujours connaître la provenance ou la destination.

Les dockers en lutte ont l'impression d'arriver à une impasse. En effet, cette lutte reste isolée, il est probable que les dockers reprendront le travail, « la colère dans le cœur », mais sans avoir fait plier les acconiers.

L. S.

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

Lundi 13 février, à 20 h 30, à la Mutualité
Salle C, 1er étage, 24, rue Saint-Victor. Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LES ELECTIONS LEGISLATIVES

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations.
Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie :

LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5e

Cuisine électorale marseillaise, ou chacun sa vérité !

"Le Provençal" Dimanche 22 Janvier

Manifestation de sympathie en l'honneur de M. Bastien Leccia

M. François Mitterrand fait le procès du gaullisme et du pouvoir personnel

"Le Marseillaise" Dimanche 22 Janvier

le POINT de la politique intérieure

Le discours de François MITTERRAND à Marseille

Les Marseillais voudraient savoir

Par François BILLOUX

accord Fédération - P.S.U

LE 21 janvier, M. Mitterrand, le président de la F.G.D.S., vint à Marseille prononcer un discours pour soutenir un candidat local aux prochaines élections législatives.

Le lendemain, 22 janvier « Le Provençal », quotidien S.F.I.O. tenu en main par Gaston Deferre, et « La Marseillaise », le quotidien local du P.C.F., donnaient, chacun à leur manière un compte rendu du discours de Mitterrand.

Le surlendemain « La Marseillaise », par la plume de François Billoux, reprochait au « Provençal » de n'avoir pas parlé dans son compte rendu de tous les passages du discours de Mitterrand concernant « notre accord avec les communistes »...

Mais ce qui est bizarre, c'est que « La Marseillaise », elle, avait oublié de mentionner l'hommage de Gaston Defferre à Mitterrand, et — échanges de bons procédés — la réponse suivante de M. Mitterand :

« Partout en France, nous avons choisi les meilleurs candidats. A Marseille en particulier, vous avez une bonne équipe. Grâce à Defferre, le choix des hommes a été très heureux, etc. »

François Billoux aurait mieux fait de se taire. En tout cas, dans cette affaire, la presse S.F.I.O. et la presse du P.C. sont à égalité dans le mensonge par omission. La seule différence, c'est que « La Marseillaise » à une œillère sur le côté droit, tandis que « Le Provençal » porte son œillère sur le côté gauche (si on peut dire...).

Cité Ouvrière

OLIER (Clermont-Ferrand). — A propos des logements fournis par Olier, nous avons souvent parlé de ce scandale que constitue « la Chasse », cette vieille caserne à peine reconvertie. Il y a pire encore : les baraquements en bois, sur la route de Durtol, que la maison octroie généreusement à quelques travailleurs.

La pénible impression que l'on a devant ce qui rapelle les cabanes des prisonniers allemands, est confirmée lorsque l'on est à l'intérieur : le plancher est troué en de nombreux endroits, les cloisons vibrent pour deux fois rien et pour cause : une simple feuille d'isorel sépare les locataires, aucun isolant entre le toit et le plafond en isorel, des fenêtres qui ne joignent pas. Si l'on ne chauffe pas jour et nuit, un froid humide et malsain envahit la pièce.

Bien sûr, pas question de faire des réparations. Les locataires, s'ils veulent remédier aux courants d'air, à la pluie, s'ils veulent être débarrassés des rats, ont toujours la possibilité de se loger ailleurs... dans les nouveaux H.L.M. à 250 F par mois, par exemple.

Qui loge dans cette « cité ouvrière » installée à une vingtaine de mètres de la décharge municipale ? Famille nombreuse, travailleurs nord-africains, grands accidentés du travail. Olier. A eux la poussière l'hiver, l'odeur de pourriture en été !

Autrement dit, quand Tévissen, directeur d'Olier, a devant lui des travailleurs qui savent ou peuvent moins bien se défendre que les autres, on voit que sa férocité, son économie, n'ont pas de limite.

A LA SNECMA

Des cafouilleurs

La société Snecma décentralise : elle vient de faire construire une usine ultra-moderne à Corbeil. L'usine de Corbeil a, certes, un parc machines impressionnant, seulement les machines ne suffisent pas, il faut des ouvriers pour les faire tourner.

Or, la direction avait voulu faire de Corbeil non seulement le dernier cri de la technique mais aussi celui de la chiourme. Les ouvriers s'étaient vu imposer des conditions de travail draconniennes. Mais, là comme ailleurs, ils sont encore libres de choisir leur exploiteur, de vendre leur force de travail à un patron plus généreux. C'est ce qui s'est passé : les travailleurs n'ont pas accepté les méthodes pénitentiaires qu'on voulait leur imposer, ils ont donc cherché ailleurs. 50 % environ du personnel a pris son compte.

Maintenant, la direction de ce centre « le plus moderne d'Europe » à ce qu'on dit, faute d'ouvriers qualifiés n'est plus à même d'assurer la fabrication de certaines pièces, et se trouve obligée de sous-traiter ce travail à l'usine de Kellermann, celle qui doit disparaitre.

Voilà où en est arrivée une direction qui, à l'aide de quelques garde-chiourme sans scrupules, a transformé Corbeil en « enfer » !

La direction est tombée sur un os. Ce départ en masse a montré :

1° Que les ouvriers ne sont pas prêts, en majorité, à accepter n'importe quelle brimade ;

2° Qu'en les prenant pour du bétail, la direction peut s'attendre à des retours du bâton (même si les ouvriers se contentent de manifester avec leurs pieds) ;

3° Qu'en ayant négligé cela dans ses prévisions, la direction a commis, de son propre point de vue, une faute grave. Et cette faute la classe au rang d'une bande de cafouilleux...

Et ce sont ces gens-là qui, il y a environ un mois ont renvoyé un ouvrier qui avait brisé une meule de valeur minime...

Mauvaise conscience mauvaise excuse

Le Comité intersyndical du Livre parisien a publié, dans la presse (*Humanité* du 1-2-1966) un communiqué par lequel, il cherche à se disculper aux yeux des travailleurs pour sa non-participation à la grève de 1er février. Ce malheureux a été déchiré entre son désir de participer au mouvement et celui de respecter « la discipline syndicale » puisque la Fédération du Livre a pris la décision de ne pas se joindre à l'action gréviste. Aussi le communiqué assure-t-il... « les travailleurs en lutte que le fait de ne pas arrêter le travail le 1er février n'altère en rien les sentiments (!) de fraternelle solidarité qu'il leur adresse au nom des travailleurs du Livre... »

Voilà à quoi se réduit notre unité : dans une solidarité sentimentale qui reste verbale.

Comme il est dit plus loin, il ne suffit pas de « savoir que des changements s'imposent pour obtenir une véritable politique sociale... » il faut savoir se joindre aux autres travailleurs et syndicats quand vient le moment pour avoir une chance de voir effectivement changer les choses. Et surtout qu'on ne vienne pas alors nous parler de « discipline syndicale » pour ne rien faire. La Fédération, elle, n'a-t-elle pas rompu « la discipline » en ne suivant pas les appels de la Confédération ? Et les intérêts de l'ensemble des travailleurs ne doivent-ils pas passer avant des conceptions aussi étroites et négatives que cette « discipline » formelle ? Quels intérêts cache-t-elle ?

Chausson réorganise

CHAUSSON (Gennevilliers). — A Gennevilliers, une filiale des usines Chausson, la S.E.C.A.N. (branche aéronautique), va réduire presque totalement son activité à Gennevilliers et va être transférée à Reims. Tout devrait se faire avant le mois d'août de cette année. Des mutations sont prévues à partir du 1er mars : 35 ouvriers, 14 contrôleurs, 3 agents techniques, 3 ingénieurs. De toutes façons, il ne devrait rester que quelques dizaines de travailleurs à Gennevilliers, et par la suite, on installerait une chaîne sur l'emplacement des ateliers de la S.E.C.A.N.

Des mutations ont déjà commencé vers les ateliers des usines Chausson (204 et G).

L'horaire de la S.E.C.A.N. devrait être ramené de 45 ou même de 50 heures pour des équipes, à 40 heures à partir du 20 février. Chez Chenard, autre filiale Chausson, on parle aussi de licenciements parce qu'il n'y a plus de commandes d'essieux de la R.A.T.P. qu'ils fabriquent encore.

Où sont les soi-disant avantages que nous donnaient les accords d'entreprise de la S.E.C.A.N. dont les syndicats se vantaient tant ? La démonstration de leur inefficacité est faite. Ces accords ne nous garantissent rien, même pas la sécurité de l'emploi. A côté de cela, Chausson a affiché une note d'offre d'emploi demandant des ouvriers d'une vingtaine de professions différentes. La direction de la S.E.C.A.N. répond hypocritement aux syndicats qu'elle ne peut rien faire parce que c'est la direction Chausson qui décide ; la bonne blague, comme si le directeur de la S.E.C.A.N., M. Couturier, ne faisait pas partie de la direction Chausson.

Le reclassement est pourtant possible à l'intérieur de l'usine (puisqu'on embauche) mais pour cela il faudrait au moins que les organisations syndicales se mobilisent et mobilisent les travailleurs sur ce problème ; ce qu'elles ne font pas puisqu'elles n'ont même pas mis au courant l'ensemble des travailleurs du groupe Chausson.

En Argentine : Les ouvriers aussi savent lutter

A la suite de la fermeture, en 1966, de 7 raffineries de sucre en Argentine, 4.000 ouvriers sont réduits au chômage.

Le 13 janvier, à Tucuman, les ouvriers d'une raffinerie se mettaient en grève pour protester contre cette situation, ainsi que pour réclamer des arriérés sur leurs salaires qu'on ne leur avait pas encore payés.

Durant la manifestation, la police est intervenue et, tirant sur la foule, a fait 1 mort et 2 blessés graves.

Mais les ouvriers ont continué la lutte et, huit jours plus tard, dans la même localité, ils attaquaient une raffinerie à coups de bombes incendiaires.

En Argentine, comme dans toute l'Amérique latine, l'impérialisme américain tire des profits énormes grâce à la surexploitation des masses. Mais cela n'est possible qu'en maintenant une dictature de fer, et dès qu'un conflit surgit, il faut sortir les fusils pour rappeler les travailleurs à l'ordre.

E S P A G

LE 14 décembre dernier, le référendum espagnol avec ses 95 % de « oui » paraissait une sinistre comédie.

Aujourd'hui, il semble tout simplement dérisoire.

Depuis décembre 66, par vagues successives, l'agitation ouvrière est venue rejoindre, étayer et guider la résistance estudiantine. Aujourd'hui, la quasi totalité des centres industriels espagnols, miniers, textiles ou métallurgiques sont touchés par la grève. Tandis qu'à Valence des délégués illégaux des « Syndicats libres » étudiants tentent de se réunir en commission de travail malgré les arrestations et l'intervention policière.

Ce n'est pas la première fois que la dictature franquiste doit faire face à de tels mouvements. Les grèves de 1962 sont encore présentes à tous les esprits... et les prisons du régime détiennent encore aujourd'hui les militants frappés par la répression.

Quant à l'agitation étudiante, elle est incessante depuis des années, et l'an dernier, une partie du clergé de Barcelone fut blâmée pour avoir accordé l'asile aux universitaires et aux étudiants « libres ». Les Facultés furent fermées pendant des mois.

Mais c'est la première fois que le pouvoir recule ou du moins hésite. La répression éparpillée, maladroite, arrête d'une main, libère de l'autre, pour arrêter à nouveau, ailleurs, plus loin.

Et chaque jour de nouveaux secteurs entrent dans la lutte. Finie la belle unanimité électorale. Finie la farce de la libéralisation. Le Gouvernement recule peut-être pour mieux frapper, mais la peur des coups ne peut plus arrêter les manifestations ouvrières. Car la conscience des travailleurs grandit, leur solidarité s'affirme et leur force s'impose.

Par les moyens de lutte : grèves, manifestations de rue, par les revendications mises en avant, les travailleurs espagnols font preuve d'un incontestable degré de maturité et de détermination.

Qu'on en juge. Voici le texte d'une résolution en cinq points adoptée « illégalement » par les mineurs de Mières touchés par les licenciements :

— réadmission de tous les licenciés pour action revendicative.

— *Paiement intégral du salaire net* jusqu'à la reconversion des travailleurs. Création de nouvelles industries pour absorber l'excédent de personnel des mines.

— 75 % du salaire réellement perçu par les silicosés du premier degré.

— Pension minima de 4.000 pesetas (32.000 A.F.) représentation des pensionnés et retraités dans l'appareil syndical, à l'échelon local, provincial et national.

— Libre utilisation des locaux syndicaux.

On est loin de « l'ouverture du dialogue » avec le patronat, but de la journée nationale du 1er février en France !

Les revendications ouvrières restent cantonnées sur le terrain économique — mais en régime de dictature, l'économique débouche forcément sur l'arène politique car tout ce qui remet en question l'ordre établi sape les fondements de la puissance d'Etat.

Aujourd'hui, alors que la classe ouvrière espagnole s'affirme incontestablement comme la seule force vive du pays, ceux qui parlent en son nom, en particulier le P.C.E. en exil, essayent de diluer cette force dans un vaste front démocratique antifranquiste. Tout ce que l'Espagne compte de libéraux et d'opposants bourgeois, catholiques ou monarchiques espèrent bien tirer les marrons du feu. Et le mouvement ouvrier d'aujourd'hui serait le marche-pied qui permettrait aux démocrates de prendre la succession de Franco.

Dans une récente interview au « Figaro » Santiago Carillo, secrétaire du P.C.E. en exil expliquait ainsi que la grève nationale était le moyen de débarrasser l'Espagne de la dictature pour aboutir à l'établissement de la démocratie car « il n'existe pas à l'intérieur du régime de voie possible vers la démocratie... étant donné que nous — et avec nous l'immense majorité des Espagnols — nous refusons à imaginer l'idée même d'une nouvelle guerre civile — il nous faut créer pas à pas les conditions d'un grand mouvement national, de caractère civique, dans lequel à côté des ouvriers en grève, cessent aussi leurs activités les étudiants et les professeurs, les employés, les commerçants, les artisans et même les prêtres ». (*Figaro* du 3-2-67).

Le P.C.E. donne des gages de pacifisme à la bourgeoisie espagnole qui d'ailleurs s'en moque franchement. Car si elle prépare la succession de Franco depuis quelques années, envers et contre le vieux dictateur, elle n'a nulle intention d'inviter le P.C.E. à sa table.

La classe ouvrière n'a rien à attendre que d'elle-même. Elle paraît s'en rendre compte. Mais sur la route difficile de son affranchissement saura-t-elle se donner, cette fois-ci les cadres capables d'organiser sa victoire, saura-t-elle se défier suffisamment de ses faux amis. C'est aux militants conscients de se montrer dignes de l'époque et des possibilités qu'elle offre.

Michèle TOURON.

"NOUS NOUS REFUSONS A IMAGINER L'IDEE MEME D'UNE NOUVELLE GUERRE CIVILE"

(déclaration de M. Santiago Carillo, secrétaire général du P.C. espagnol)

« Les catholiques sont nos alliés les plus fidèles et les plus efficaces. »

« Nous n'accepterons qu'une monarchie venant du peuple. »

S. CARILLO.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISES

MOINS d'un mois après la comédie du référendum et ses 95 % de « oui », les travailleurs espagnols ont infligé au gouvernement franquiste le plus éclatant des démentis.

Partie de Bilbao, la vague de grève a gagné Madrid, Barcelone, Séville, Mieres, et affecte aujourd'hui la plupart des grands centres industriels espagnols. Et ce n'est qu'un début, car cette lame de fond vient tout juste d'atteindre les Asturies, fief des grandes grèves de 1962 et haut-lieu du prolétariat ibérique.

Pour la première fois, l'énorme appareil policier et syndical de la dictature semble fonctionner à vide. Plus même, il recule.

A Madrid, une manifestation interdite regroupe des milliers de travailleurs. Le gouvernement riposte par l'arrestation de nombreux militants. La grève alors se développe dans les usines madrilènes en signe de protestation, et le pouvoir cède : il libère les manifestants emprisonnés.

A Bilbao, 700 métallurgistes des laminoirs Etcheverri sont en grève depuis le début du mois de décembre. Le tribunal vient de se prononcer en faveur du patron. La grève continue. Dans toutes les usines du pays, les secours s'organisent, les collectes interdites se développent. La solidarité se manifeste sur tous les plans : « Nous saluons les travailleurs qui ne se rendent pas parce qu'ils ont faim », disent les télégrammes de soutien.

A la Standard Electrica la grève sur le tas de 13.000 travailleurs contraint le gouvernement à remettre en liberté six de leurs camarades arrêtés. A Séville, des manifestations de rue obtiennent la libération d'un dirigeant des commissions ouvrières. L'appareil syndical lui-même (nommé par le haut) est obligé de tenir compte de la volonté des travailleurs en acceptant l'élection des membres des commissions ouvrières, organisations illégales mais représentantes authentiques des travailleurs. Ces nouveaux délégués organisateurs de grève, sont bientôt arrêtés, mais là encore le pouvoir recule, renonce à les traduire devant les tribunaux ou même les libère.

Ainsi quand les réunions sont interdites, elles se tiennent clandestinement. Quand les locaux sont fermés, les résolutions sont votées dans les couloirs. Quand les militants sont arrêtés, grèves et manifestations les libèrent. Quand les tribunaux donnent raison aux patrons les ouvriers continuent la grève. Et chaque jour de nouveaux secteurs entrent en lutte...

Et cela malgré la dictature, malgré l'interdiction des libertés élémentaires : droit de réunion, droit de grève. Malgré les licenciements et la dure nécessité économique. Malgré les syndicats « verticaux » et obligatoires. Malgré la prison et les tortures. Malgré l'énorme machine policière de l'Espagne franquiste. Malgré l'épouvantable saignée qui en 1936 vida le prolétariat de son énergie pendant près d'un quart de siècle.

Aujourd'hui, la classe ouvrière espagnole se redresse et les revendications qu'elle met en avant, feraient crier à « l'aventurisme » et à la démagogie nos bureaucrates syndicaux bien de chez nous, bien encroûtés dans la torpeur d'un régime qui les tolère et leur ménage en fait des sinécures.

Oui, quelque chose a changé en Espagne. Pas par la magie d'un bulletin de vote. Pas par la caricature de libéralisation que Franco a proposé au référendum de décembre dernier. Mais par la lutte de classe.

Car c'est dans la rue, dans les usines, les chantiers, que les travailleurs font entendre leur voix. Une voix qui est restée muette au référendum, mais qui éclate étourdissante aux oreilles des plus obtus. C'est sur son propre terrain que la classe ouvrière est la plus puissante, c'est là qu'elle possède toutes ses armes, c'est là qu'elle peut organiser son camp et compter ses forces.

Les travailleurs espagnols l'ont compris. Sans doute rencontreront-ils bien des obstacles, peut-être subiront-ils bien des défaites partielles, mais la voie qu'ils ont prise est la seule qui puisse les mener à la victoire.

LE SYNDICALISME FRANÇAIS

Trouver des interlocuteurs valables

LE mouvement d'ampleur nationale du 1er février est passé. Les travailleurs ont manifesté leur mécontentement dans ce que le journaliste du « Monde », Pierre Drouin, appelle un « coude à coude rituel ». Mais si M. Pierre Drouin constate l'inefficacité d'un tel mouvement, il se fait aussi l'interprète d'une certaine crainte. Il reproche aux Patrons et aux Pouvoirs publics leur attitude trop crispée en face des syndicats forts de leur autorité ou des menaces qui pèsent sur l'emploi.

M. Drouin ne cache pas son jeu.

Il ne s'agit nullement de donner satisfaction aux revendications ouvrières. Il s'agit de les orienter en souplesse sur des voies de garage.

Pour lui le rôle de l'Etat est d'amortir les chocs dus à l'anarchie du système capitaliste. Il ne s'agit nullement de supprimer les chocs par la destruction du système anachronique que représente l'exploitation capitaliste. Pour amortir ces chocs il voudrait donner aux syndicats la mission d'expliquer aux travailleurs que leurs revendications ont des limites. En ce qui concerne la sécurité de l'emploi il voudrait que les syndicats se chargent de leur faire comprendre que le maintien durant toute la vie professionnelle au même lieu et dans le même endroit est un faux droit. Par ailleurs il propose quelques revendications qui pourraient permettre un dialogue entre représentants ouvriers et patronaux. C'est ainsi qu'il cite l'exemple de la Régie Renault qui a réduit l'horaire de travail en souplesse et presque clandestinement de 10 minutes par jour. Et il avoue : « Pourquoi cette clandestinité ? » De franches négociations avec les syndicats ne seraient-elles pas préférables à une « traînée de poudre » du type de celle qui a suivi l'octroi de la quatrième semaine de congé chez Renault ; ne pourrait-on ainsi « encadrer » les revendications, les adapter aux circonstances ». On ne peut être plus net. Lacher de temps en temps un tout petit peu pour éviter d'être obligé de donner trop quand les travailleurs commencent à agir. Car si la quatrième semaine de congés a fait « traînée de poudre » ce n'est pas parce que les syndicats forts du précédent Renault ont su les imposer autour des tapis verts. C'est parce que la grève des mineurs risquait d'entraîner d'autres secteurs et qu'il fallait désamorcer la lutte par une concession relativement importante. Un autre journaliste du « Monde », M. Yves Guermond reproche aux syndicats de manquer de formation technique, pour discuter valablement des problèmes ouvriers à l'échelle régionale. Discuter techniquement de problèmes régionaux voilà le bon sujet qui pourrait donner aux syndicats un semblant d'utilité permettant de détourner les travailleurs de leurs revendications qui sitôt qu'elles sont posées un peu sérieusement deviennent des objectifs de classe mettant en cause non seulement l'autorité gouvernementale mais le système lui-même.

Et pourtant, et c'est M. Drouin qui l'affirme, « les patrons comme l'Etat ont intérêt à avoir en face d'eux un syndicalisme fort c'est-à-dire un syndicalisme qui se fasse obéir ». Mais alors pourquoi les tenants du pouvoir politique et les patrons si bien conseillés par des journalistes compétents n'adoptent-ils pas cette tactique souple qui consiste à accorder quelques broutilles pour « encadrer » la lutte ouvrière par des syndicats qui « se fassent obéir ».

Sont-ce les syndicats qui répugent à jouer un tel jeu ? Toute leur attitude au contraire prouve que leur politique consiste à essayer de se faire reconnaître comme des « interlocuteurs valables ». Tous les mouvements qu'ils organisent et le dernier en date celui du 1er février visent à imposer aux patrons non pas les revendications essentielles de la classe ouvrière, diminution du temps de travail, augmentation et garantie des salaires, etc., etc. mais la *discussion*. Et ce sont les patrons et le gouvernement qui ne trouvent pas d'objet de discussion. Le gouvernement a essayé de lancer l'opération intéressement des travailleurs à l'entreprise. Pure propagande car il n'a rien à offrir de tangible. Alors il a décidé d'agir en dehors des syndicats en mettant en route son « petit train social » tout juste bon à contenir l'esprit revendicatif avant les élections. Pour donner aux syndicats les moyens de se faire obéir et d'encadrer les revendications il faudrait que gouvernement et patronat aient quelque chose de substantiel à offrir. Or, cela ils ne le peuvent pas. L'économie capitaliste rongée par ses contradictions, la course aux profits et la concurrence ne le permet pas. Et c'est pourquoi le Patronat et l'Etat ne peuvent trouver d'interlocuteurs valables.

Les syndicats voudraient bien jouer ce rôle, ils sont prêts à tous les compromis pour cela mais les offres sont vraiment trop faibles pour leur premettre de « se faire obéir ». Ils auraient bien un autre moyen de se faire obéir c'est d'organiser les travailleurs pour leur permettre de prendre eux-mêmes ce qu'on leur refuse. Mais il y a beau temps qu'ils ont renoncé à ce rôle qui est un rôle révolutionnaire.

Alors le seul interlocuteur qu'il faut imposer à la bourgeoisie et à son Etat c'est la classe ouvrière en lutte.

La journée du 1er février DANS LES USINES

CHEZ RENAULT

LIBRE-SERVICE

Chez Renault, l'appel à la manifestation pour le 1er février donnait un choix presque illimité de possibilités.

Le mot d'ordre était « un arrêt de travail de 3 h 30 pour tout le monde », mais cela pouvait se traduire par des départs à 14 h 06. 14 h 21 ou à 10 h 30 le matin, selon que l'on était en normale ou en équipe du matin.

De même le choix était donné aux travailleurs en équipe du soir de faire un arrêt de travail à la fin de la journée, ou bien à l'embauche pour aller à la manifestation.

Quant aux mensuels faisant 45 heures par semaine, la solution envisagée en dernière minute par les syndicats, et ceci après de longues discussions, était : 3 heures de grève seulement, toujours pour ne pas toucher à la sacro-sainte prime.

Cet éventail d'horaires de débrayage n'est pas un hasard ; le 1er février a été une fois de plus un avertissement sans lendemain. Cela, nos dirigeants le savaient, car s'ils avaient voulu en faire réellement une étape de la lutte, ils n'auraient pas eu à jongler pour aménager le débrayage dans le cadre des 8 h 3/4 qui nous sont autorisées.

Signalons que chez Renault 9 heures de débrayage sur l'ensemble du trimestre est considéré comme une absence d'une journée non autorisée et se traduit par un abattement de 20 % sur la prime (l'équivalent d'une journée de salaire au minimum). De même une journée de 6 heures de travail est, du point de vue de la prime, considérée comme une absence non autorisée.

C'est ainsi que les débrayages furent peu nombreux et que la participation à la manifestation était inférieure à 500 personnes.

CHEZ BERLIET (LYON)

Les usines Berliet étaient lockoutées le 1er février. La semaine précédente déjà, la direction avait lockouté une partie du personnel ainsi qu'il est dans sa politique depuis plusieurs mois, et un débrayage spontané s'était produit avec une manifestation de 2.000 personnes que l'astuce d'un dirigeant syndical était parvenue à détourner à temps des bureaux directoriaux.

C'est dire que, dans ce contexte, la question de la journée du 1er février a pris une importance différente de celle qu'elle a pu revêtir par ailleurs. Et Berliet, en manœuvrant sur la récupération, peut en profiter pour marquer un point. En effet, la récupération se fait à raison d'une demi-heure par jour plus une demi-journée le samedi 11. Pour la demi-heure quotidienne, le système des cars-maison contraint les travailleurs à venir à l'usine un quart d'heure plus tôt le matin et à la quitter un quart d'heure plus tard le soir, sans qu'il y ait guère de perspective ni de possibilité concrète de refuser cette forme de récupération; dans l'état actuel de la combativité dans l'entreprise.

Celle-ci étant assez faible, la journée du 1er février est finalement passée à côté du personnel Berliet.

A CHAUSSON

A la manifestation du 1er février, nous étions pour les usines Chausson, région parisienne (Chenard et Secan) à peine une centaine sur 4.000 ouvriers, alors que l'usine était lockoutée. Si la très grande majorité de l'usine n'a pas fait l'effort de se déplacer à la Bastille, c'est que la préparation de ce mouvement s'est réduite à la diffusion par la C.G.T. et la C.F.D.T., de tracts les deux jours précédents et à une prise de parole sans conviction.

Pendant la manifestation, seul le groupe représentant la Secan (filiale Chausson) a lancé plusieurs fois un mot d'ordre qui les concernaient directement : « La garantie de l'emploi ! »

A L'OREAL

Chez l'OREAL, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient appelé à 16 heures de grève.

Cela ne s'était pas produit depuis fort longtemps. Dans l'usine, le mouvement a été suivi à près de 100 %. Toutes les chaînes étaient désertes. Par contre dans les laboratoires et les bureaux le personnel est venu en grand nombre travailler. Seuls des jeunes ont débrayé mais ils étaient très minoritaires. D'ailleurs dans les labos, la veille de la grève la direction avait fait de discrètes pressions en interrogeant chacun individuellement sur ce qu'il comptait faire le lendemain...

Mais si la grève a été bien suivie dans l'usine, la direction a tenté de récupérer la journée de production qu'elle a perdue le 1er février. Elle y a déjà réussi en partie. En effet sur certaines chaînes les travailleurs ont accepté de venir travailler en heures supplémentaires le samedi suivant, ce qui annule bien sûr les effets de la grève et démoralise ceux qui ont « tenu le coup ».

oOo

A noter que comme lors de chaque grève des transports, la direction avait prévu des cars pour permettre à son personnel de venir travailler. Mais cette fois-ci ils n'ont servi à rien, car les travailleurs de l'OREAL avaient débrayé eux aussi... La direction n'y croyait sans doute pas !

RHONE-POULENG (VITRY)

Depuis une dizaine de jours avant la grève, les organisations syndicales avaient fait une propagande fournie.

Pour la C.F.D.T., il s'agissait, et ils l'ont écrit de préparer les législatives.

Pour la C.G.T., il s'agissait de la même chose, mais ne l'avouait pas.

Cinq jours avant la grève, F.O. se prononçait pour 24 heures.

Mais, rapidement, la C.F.D.T. décida de ne pas participer, ce qui entraîna la C.G.T. à ne pas participer non plus.

F.O., en dernier lieu, expliquant que, seul, il n'avait pas la force matérielle d'organiser la grève des 3 500 travailleurs contre la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. n'appela pas non plus à la grève.

Mercredi 1er février, l'usine a travaillé normalement, même pas perturbée par la grève de l'E.D.F. car les groupes électrogènes de l'usine suffisent à faire tourner toute l'usine.

Personne n'a participé à la manifestation.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon
Paris-Xe

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE LES MARCHES DE FRANCE
41, rue Olivier-Métra - PARIS-20e

LA GRÈVE DU 1ER ET 2 FÉVRIER DANS LES BUREAUX DE PARIS-SUD-EST

A la gare de Paris Sud-Est, comme l'indiquait très clairement le texte d'un tract commun C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. (cadres et exécution), daté du 26 janvier, la grève était prévue pour 48 heures pour tout le monde, y compris pour les services administratifs.

Pour les roulants, et les agents en 3 x 8 elle s'étendait du mardi 20 heures, jusqu'au jeudi 20 heures, mais le préavis lancé à Paris Sud-Est les couvrait jusqu au vendredi 3 février, à 1 heure.

Un second tract, également commun et daté du 30 janvier, plus spécialement adressé au personnel des bureaux, était aussi précis quant à la durée de la grève.

Toutes ces précisions n ont pas empêché certains cheminots de se poser des questions sur cette durée. Et de bouche à oreille, le 1er février, circulait le bruit que les bureaux ne feraient qu'une seule journée. Le fait que ce soit un des adhérents, ou même des militants C.F.D.T. qui, en général, laissaient courir ces bruits, porte à croire que ce sont les imprécisions, peut-être volontaires, des tracts spécifiquement C.F.D.T. qui en soient la cause.

En effet, bien que parlant de l'entendu de la grève sur 48 heures, le tract C.F.D.T. du 25 janvier, restait très vague quant aux modalités d'application. Ce n'est pas la première fois (et ce ne sera pas la dernière qu'une grève S.N.C.F. s'étendant sur deux jours et même plus, n'affecte dans la réalité, chaque service que pendant un temps plus réduit (1 séance de travail seulement). D'autre part, un second tract du 1er secteur Fédéral Sud-Est C.F.D.T. (non daté) ne parlait que d'une action le 1er février.

Compte tenu que la majeure partie des militants C.F.D.T. et même C.G.T. n'ont accepté qu'a contrecœur 48 heures pour mettre F.O. au pied du mur, il n'est pas étonnant qu'ils aient essayé, plus ou moins ouvertement, de se trouver un motif pour limiter leur action.

Toujours est-il que ni les militants C.G.T., ni d'autant plus les militants C.F.D.T., n'essayèrent de s'opposer fermement à ces bruits défaitistes.

Si bien que dans les bureaux de Paris Sud-Est (gare de Lyon), les grévistes furent moins nombreux le 2 février que le 1er.

Et ils n'avaient déjà pas été si nombreux au départ.

ET A PARIS-NORD

Le mouvement du 1er février s'est traduit à Paris-Nord par une grève de 50 heures étalée sur trois jours du 31 janvier à 20 h au 2 février à 22 h.

Une remarque s'impose en ce qui concerne la préparation de la grève. La C.G.T. et la C.F.D.T. proposaient aux autres fédérations 24 h. Bien que la Confédération F.O. était contre, la Fédération qui était la seule à se joindre posait comme condition de sa participation une grève de 3 jours. Ce qui fait que jusqu'au dernier moment personne ne savait exactement ce que nous ferions : 48 h ou 24 h, les uns 24 h et les autres 48 h ou 8 h par équipe pendant 48 h ?

Malgré toutes ces tractations les trois organisations accouchaient péniblement des 50 heures.

La grève fut largement suivie : arrêt du trafic marchandises dans les triages, Chapelle par exemple, très peu de trains voyageurs malgré les consignes de travailler de la F.G.A.A.C. et l'attitude de jaunes de certains militants C.F.D.T. (ces derniers ayant d'ailleurs signé l'appel à la grève). Notons toutefois une participation moins importante le 2 que le 1er. Une autre remarque, la direction en a profité pour liquider des congés en retard ce qui fait qu'une partie des « grévistes » se trouvaient en réalité en congé. Nous n'avons eu aucune assemblée du personnel si ce n'est une réunion qui a tenu lieu de règlement de comptes entre bureaucrates.

A Sud-Aviation

UN POINT NOIR DANS L'UNITE CGT-CFDT

SUD AVIATION (Courbevoie). — Quinze jours avant le 1er février la C.F.D.T. publiait un tract pour avertir le personnel qu'elle ne participerait pas au mouvement, car à la réunion de ses adhérents du 14 janvier elle n'a constaté « aucune évolution très sensible du climat revendicatif dans l'entreprise à ce jour » et elle rappelle sa prise de position après le débrayage de la métallurgie du 14 décembre 1966 : « nous refusons le sacrifice d'un noyau de copains conscients ... alors qu'en s'abstenant, une majorité se fait du tort et va contre l'intérêt de l'ensemble des travailleurs. »

Pour ne pas participer elle a réuni ses syndiqués quinze jours avant la grève générale, alors qu'il est bien connu que c'est peu de jours avant un mouvement que les travailleurs en discutent. Et elle rejette par ailleurs la responsabilité de sa position. Pourtant, c'est elle avec la C.G.T. qui a décidé dans l'entreprise des débrayages d'une heure, ou d'une demi-heure, sans même avoir un seul secteur de l'entreprise qui désirait y participer. Les deux syndicats respectaient les consignes de leurs fédérations; « enraciner l'action dans les entreprises » comme le titrait un tract. A ces débrayages quinze à vingt pour cent des ouvriers de l'usine ont participé. Ces mouvements démoralisaient même ceux qui sortaient. Et quand la C.F.D.T. accuse les travailleurs d'être responsables de la situation, elle ne manque pas d'air, c'est elle avec la C.G.T. qui a « sacrifié un noyau de copains conscients ».

La C.G.T. avait déjà appelé avant le 14 janvier à une grève de 24 heures. Elle a maintenu son appel en critiquant la C.F.D.T. — sans jamais la nommer — et en allant jusqu'à dire : « les autres organisations raccrocheront au train comme elles l'ont toujours fait ». Deux jours avant le 1er février, elle distribuait un tract C.G.T. - C.F.D.T. où les deux syndicats appelaient à participer à la grève, mais le papier portait en en-tête en petits caractères : « section syndicale Sud-Aviation Suresnes », espérant ainsi créer la confusion, sachant que très peu de travailleurs verront qu'il ne s'agit pas de Courbevoie.

La C.F.D.T. n'est pas montée dans le train en marche.

Il y avait d'après la C.G.T. 40 % de grévistes à Sud Courbevoie. Le 17 mai, une faible majorité était sortie. A la manifestation une douzaine de participants défilèrent derrière la banderole portant « augmentez nos salaires » et il y avait une ou deux pancartes « garantie de l'emploi et du salaire » et « maternité fonction sociale ».

A l'usine, le matin du 1er février, la C.G.T. appelait les travailleurs présents à sortir l'après-midi pour participer au moins à la manifestation. Tandis que la C.F.D.T. justifiait encore sa position, sur une page elle indiquait les raisons des confédérations et l'importance du 1er février, pour sur le verso, regretter la larme à l'œil de ne pouvoir s'y associer « bien sûr, cela nous gêne énormément et nous désole, nous espérons qu'il en sera de même aujourd'hui pour tout le personnel, à se voir travailler alors que d'autres sacrifient une journée de leur salaire pour défendre leur intérêt direct dans un grand mouvement de revendication et de solidarité ouvrière ». Et le tract se termine par « si nous n'avons pas cru opportun » (d'appeler au mouvement)... « c'est pour ne pas aigrir définitivement les bonnes volontés ».

Malgré l'accord confédéral C.G.T. - C.F.D.T. la C.F.D.T. de Sud Aviation Courbevoie a préféré faire cavalier seul. Ceci apparemment pour profiter de la passivité constatée au cours de débrayages limités, comme d'ailleurs elle le remarquait dans le dernier tract cité « nous pensons refléter simplement l'état d'esprit des employés de Courbevoie...

« Cette apathie, cette déplorable indifférence, nous ne sommes pas les seuls à la constater à Sud Aviation Courbevoie. » Et en fait, elle comptait sur l'échec de l'appel C.G.T. pour grignoter sur son influence. Cependant les travailleurs ont répondu beaucoup plus favorablement à la grève de 1er février qu'aux gré-grèves habituelles. La C.F.D.T. a donc fait un bien mauvais calcul.

Morgan

• Cables de Lyon

Aux câbles de Lyon, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. avaient prévu, pour le cas où la direction fermerait l'usine le 1er février et ferait venir récupérer, d'appliquer la consigne de grève de 24 heures le jour même de la récupération, en se contentant d'un geste symbolique de solidarité le 1er.

Mais la direction a tourné la difficulté en fermant les ateliers sans récupération et en maintenant les bureaux en activité, car parmi les mensuels, elle savait pouvoir compter sur une majorité de près de 90 % de non-grévistes. Il n'y a eu, en effet, que 10 % qui ne sont pas venus et pour les ouvriers la démarcation entre grévistes et simples lockoutés est difficile à établir.

La direction n'a peut-être ainsi pas perdu la face, mais sa production d'une journée, elle, est bel et bien perdue.

Les manifestations

A LYON

Il y avait environ 10.000 personnes à la manifestation qui partit à 15 heures de la place Guichard où se tient la Bourse du Travail et se dirigea vers les Terreaux, en passant devant le siège du groupement patronal de la région Lyonnaise, pour se rassembler devant l'Hôtel de Ville. La manifestation, assez terne — les quelques mots d'ordre lancés étant peu repris — ressemblait plutôt à une promenade favorisée par le beau temps.

Mais le service d'ordre, cégétiste en particulier, eut prétexte à montrer son efficacité en attaquant les groupes « pro-chinois » et J.C.R. qui étaient venus à la manifestation avec les étudiants de l'Agel, mais distribuaient leurs propres tracts. Ceux-ci leur furent arrachés et le drapeau rouge arboré par les « pro-chinois » fut déchiré par nos vaillants « communistes » français. Ces attaques physiques n'ont cependant pas reçu l'approbation des manifestants qui y ont assisté.

On a pu remarquer, dans le cortège, le regroupement de travailleurs espagnols derrière une banderolle apportée par les étudiants de l'U.N.E.F. lyonnaise, proclamant leur « solidarité aux ouvriers espagnols ». Des chants espagnols et des mots d'ordre anti-franquistes étaient repris.

Mais sur la place des Terreaux, pour écouter les discours on ne peut plus traditionnels des représentants de la F.E.N., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et d'un représentant des cheminots F.O., l'assistance était bien moins nombreuse.

Dans l'ensemble, l'atmosphère n'était pas à l'enthousiasme, loin de là. Elle était même nettement en retrait par rapport à la journée du 17 mai. Les travailleurs qui étaient venus manifester, comme la masse des grévistes, semblaient se dire « on ne pouvait pas ne pas le faire », mais les nombreux départs qui ont précédé les discours officiels d'auto-félicitations étaient significatifs du peu d'illusions que les participants nourrissaient sur les chances d'efficacité de la journée, sur le plan revendicatif.

A ST-ETIENNE

St-Etienne. — De 75 à 100 % de grévistes dans les mines, de 50 à 100 % dans l'enseignement, 70 % à l'E.D.F. et à la S.N.C.F., de 60 à 100 % aux P.T.T., de 90 à 95 % dans la métallurgie, le textile, les bâtiments et les transports urbains, la journée du 1er février a été un succès dans la Loire. Dans plusieurs entreprises — notamment chez les verriers, les fonctionnaires, les employés des organismes sociaux, les banques, les produits chimiques, la C.A.F.L. Saint-Chamond... — F.O. elle-même s'est sentie obligée d'appeler à la grève, sentant bien que dans le cas contraire elle ne serait pas suivie par ses propres adhérents.

A 11 heures un rassemblement est organisé devant la Bourse du Travail de Saint-Etienne. Dix à quinze mille manifestants y affluent, arrivés là par leurs propres moyens ou par les cars qui sillonnent la région à 20 km alentour.

Ceux qui sont en avance ont tout loisir d'écouter Hupues Auffray et Jean Ferrat, gracieusement retransmis par les hauts-parleurs de la Bourse.

Peu après 11 heures, les orateurs de la F.E.N., C.F.D.T. et C.G.T. défilent à la tribune. Tous sont d'accords : « le 1er février n'est pas une fin en soi », il n'est qu'une étape de la lutte. Pour ce qui est de la deuxième étape, celle qui doit conduire à la victoire finale, c'est au 5 mars qu'ils la situent. Son succès ou son échec dépendant uniquement de la magie du bulletin de vote.

La foule est très dense. Les banderolles demandent « le plein emploi », « du travail pour tous », les 40 h, le droit de vote à 18 ans...

Des infirmiers et infirmières en blanc distribuent des tracts demandant des réformes dans le domaine médical. Des chapeaux en papier sont distribués, d'autres sont jetés d'une fenêtre de la Bourse du Travail, on peut même acheter des sifflets à 1 F que proposent les jeunes de la C.G.T.

Les discours finis, c'est le coup d'envoi du défilé au son du « Potemkine » braillé par les haut-parleurs.

La manifestation se déroule calmement, suivant le scénario devenu (oh combien !) classique : revendications criées, hachées de coups de sifflet et de refrains à la mémoire du Premier ministre, lancés sur l'air de « Il était un petit navire ». Elle se disperse environ une demi-heure plus tard.

Une fois de plus, à l'appel de leurs organisations syndicales, les travailleurs de la Loire ont répondu présents. Et s'ils ne partageaient pas tous l'optimisme des organisateurs du mouvement quant à la victoire finale par le bulletin de vote, et malgré le caractère folklorique que prend de plus en plus ce genre de manifestation, ils ont rappelé au gouvernement, en y participant nombreux, qu'ils étaient une force avec laquelle il fallait compter, et qui n'est pas prête à se soumettre.

A PARIS

(Suite de la page 8.)

roulement : un groupe, rassemblé derrière une banderolle, le syndicat étudiant qui proclame sa « solidarité avec les travailleurs en lutte », va devoir subir les assauts et la violence du service d'ordre. Prétextant que quelques anarchistes avaient, dans ce groupe, brandit un drapeau noir, invoquant le caractère purement syndical de la manifestation, — bien que des groupes aient pu scander sans être inquiété des slogans politiques comme « Front Populaire » — il va s'acharner contre les jeunes, à coup de poing et de pied, en assommant quelques-uns. Arrachant la banderolle de l'U.N.E.F., arrachant le drapeau rouge que portent les étudiants, proférant des injures au relent xénophobe : « Retourne en Espagne », le service d'ordre, composé de membre de la C.G.T. et du P.C.F., va de la « Bastille à la République », faire la chasse aux « provocateurs » qui chantent l'Internationale, arborent le drapeau rouge, ou osent crier « le pouvoir aux travailleurs ».

L'attitude du service d'ordre ne va pas d'ailleurs sans provoquer l'indignation et la réprobation d'un certain nombre de manifestants. Des membres du P.C.F. essayeront même d'expliquer les événements en disant que peut-être les membres du service d'ordre qui avaient frappés étaient eux-mêmes des provocateurs qui portaient frauduleusement des macarons officiels.

Annoncée avec force déclarations, décidée dans une perspective électorale évidente — avouée d'ailleurs par la C.F.D.T. — la préparation ou plutôt l'impréparation de cette journée a montré la crainte que les travailleurs profitent de l'occasion pour redémarrer une action qui aurait pu risquer de les déborder.

C'est cette même crainte qui va caractériser l'attitude d'ordre et c'est elle qui va déterminer l'allure prudente et timorée que les organisateurs vont vouloir donner à toute force à la manifestation du 1er février.

LA MANIFESTATION DU 1er FEVRIER DE LA BASTILLE A LA REPUBLIQUE

Ce mercredi 1er février, un peu avant 15 heures, la place de la Bastille semble relativement vide. Peu à peu, cependant, elle va se remplir des groupes qui s'étaient rassemblés dans les avenues avoisinantes. Certes, il y a du monde, mais nettement moins que pour la manifestation qui, le 17 mai 1966, il y a maintenant presqu'un an, empruntait le même itinéraire.

Cette impression va se renforcer lorsque le cortège se mettra en marche. Les groupes sont moins denses, on voit moins de banderolles qui portent un nom de grosse entreprise, les spectateurs sont plus clairsemés sur les trottoirs.

L'ambiance aussi est moins chaude. Les slogans qui dominent, loin d'indiquer la détermination à la lutte, font plus figure de plainte démoralisée ou de manifestation folklorique « Augmentez-ez... nos salai-aires... de misè-ère », entend-on psalmodier ou bien on chante « Ohé, ohé, Pompidou, tu na vigues sur nos sous », sur l'air du Petit Navire.

Parfois, plus énergique, un slogan réclame l'unité d'action, la liberté syndicale, le premier couplet de l'internationale fuse d'un groupe, vite submergé. Ça et là, des groupes arborent des drapeaux rouges. Mais on sent partout la volonté des organisateurs et de leur service d'ordre d'éviter que la manifestation prenne une allure un peu trop combative. Les textes des banderolles ne détonnent pas dans cette ambiance. Celle de tête, derrière laquelle marche les organisateurs, proclame que les « salariés, décidés à faire aboutir leurs revendications, poursuivront la lutte » Dans le défilé, ce sont les banderolles habituelles portant les traditionnels slogans : « Nos salaires », « Pas de salaires inférieurs à 600 F », « Des sous Charlot ».

Des trottoirs on applaudit le groupe des usines Bull, qui réclame « la nationalisation de la Bull » et qui revendique « des calculateurs français » Géniale trouvaille des syndicalistes qui veulent faire pression sur de Gaulle pour que celui-ci fasse, dans le domaine des calculateurs, une politi que... gaulliste. Ces messieurs trouvent sans doute la lutte pour la garantie du salaire trop révolutionnaire, trop « démagogique », comme ils disent et préfèrent revendiquer que leur exploiteur soit français plutôt qu'Américain. Curieux dilemme !

Très applaudies aussi, les banderolles qui proclament la solidarité avec les travailleurs espagnols en lutte.

Un incident, révélateur des méthodes et des intentions des organisateurs de la manifestation, va marquer son dé-

● Lire la suite en page 7

LES LÉGISLATIVES

● Suite de la page 1

En fait, de Gaulle est venu au pouvoir, appuyé sur les mitraillettes d'Alger. Ce n'est qu'en utilisant leurs propres armes que les travailleurs pourront tant soit peu « démocratiser » le régime, c'est-à-dire influer sur les décisions de l'appareil politique de la bourgeoisie qu'est le gouvernement.

Tous les travailleurs voteraient pour le P.C.F. que cela ne changerait rien à rien. Qu'une partie seulement de la classe ouvrière s'arrête de travailler, et tout s'arrête dans le pays. Qu'elle descende dans la rue, et toute la bourgeoisie tremble.

Les élections ne peuvent servir à quelque chose que lorsqu'un parti qui a pour programme l'action directe de la classe ouvrière avec ses armes propres, se sert du scrutin pour mesurer son influence, pour convaincre les hésitants, que de plus en plus nombreux sont ceux qui réalisent qu'il faut parler a la bourgeoisie avec le langage qu'elle emploie quand elle veut obtenir quelque chose.

A l'heure actuelle, un tel parti n'existe pas. Seuls de petits groupes existent qui essaient de défendre un tel programme avec plus ou moins d'efficacité et de conséquence.

Ces groupes n'ont pas encore fait leurs preuves, ils n'ont dans aucun secteur important gagné la confiance des travailleurs dans les luttes quotidiennes, au point de pouvoir valablement se présenter à leurs suffrages. D'ailleurs, matériellement, aucune organisation militant sur la gauche du P.C. n'est capable de présenter des candidats dans plusieurs circonscriptions.

C'est pourquoi, bien que nous sachions qu'un geste négatif ne peut guère avoir de valeur, nous pensons que les travailleurs les plus conscients, dans ce scrutin s'abstiendront. Ce geste ne changera rien, bien sûr, ce n'est pas un acte pouvant se comptabiliser, ou pouvant déboucher sur une action quelconque, c'est un simple refus, mais nous pensons qu'aller aux urnes, même sans illusion, c'est quand même être dupe de « l'efficacité » des partis dits de gauche.

A nos lecteurs

Le 1er février 1967 est paru le premier numéro de notre nouvelle publication mensuelle : « Lutte de Classe ».

En publiant « Lutte de Classe », nous nous sommes fixé deux objectifs :

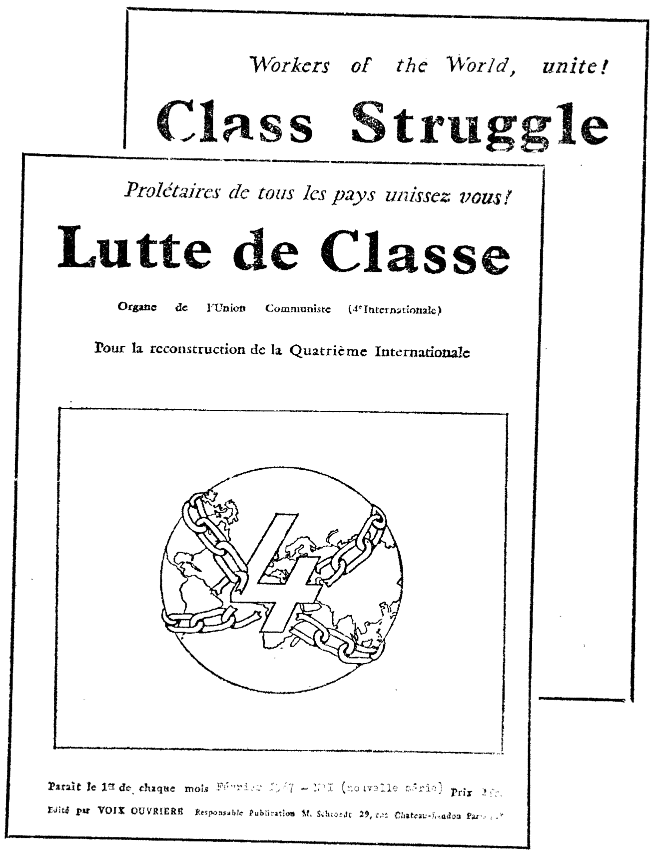
— Offrir à nos lecteurs un organe plus élaboré complétant « Voix Ouvrière ».

— Apporter notre contribution à la tâche de reconstruction de la IVe Internationale.

Si la « Voix Ouvrière » nous donne déjà une plus large possibilité d'expression politique que les bulletins d'entreprise portant le même titre que nos camarades publient dans une cinquantaine d'entreprises, elle ne répond cependant pas à nos besoins actuels. La « Lutte de Classe » doit nous permettre d'aborder tous les problèmes qui sont liés à la construction d'un Parti Révolutionnaire : l'analyse des raisons de son absence et les voies de sa construction.

Ces probèmes posés à l'échelle internationale reviennent à analyser les raisons de l'échec de la IVe Internationale et les voies de sa reconstruction.

C'est pourquoi nous avons décidé de publier cette revue sous une forme bilingue car nous comptons en faire une contribution — dans la mesure de nos moyens — à la discussion qui doit nécessairement s'ouvrir dans le mouvement trotskyste sur tous les problèmes fondamentaux.



Workers of the World, unite!

Class Struggle

Prolétaires de tous les pays unissez vous!

Lutte de Classe

Organe de l'Union Communiste (4e Internationale)

Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Paraît le 1er de chaque mois Février 1967 – N°1 (nouvelle série) Prix [illegible]

Edité par VOIX OUVRIERE Responsable Publication M. Schroedt 29, rue Chateau-Landon Paris [illegible]

Nos lecteurs peuvent se procurer la « Lutte de Classe » auprès de nos vendeurs et à nos permanences :

Au sommaire du 1er numéro :

— Une « grande révolution culturelle prolétarienne » contre le prolétariat chinois.

— La « lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais » de Kuron et Modzelewski.

— Sur la dégénérescence de la IVe Internationale à propos d'un texte de « l'Avant-Garde Ouvrière » (section grecque du Comité International).

PERMANENCES

● PARIS :

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 heures.**

● BANLIEUE :

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, Bd Gallieni (Place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu de **17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19**

LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON. — Café du Globe, rue du Lycée, **tous les jeudis de 17 h à 19 h.**

Les Prés-de-Vaux. — Chez Martin, **tous les jeudis à partir de 4 heures du matin.**

BORDEAUX. — Café « le Régent » cours Victor Hugo, **tous les jeudis de 18 h à 19 h 30.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri Landier (près gare), **les jeudis 26 janvier et 9 février, de 19 h à 20 h.**

BRIVE : Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les **jeudis de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE - « Café d'Autrans » 5, Cours Berriat, **tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le St-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis de 15 h à 16 h 30.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les jeudis 26 janvier et 9 février, de 18 h à 20 h.**

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileleries, **le jeudi de 15 à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le **samedi de 16 heures à 17 heures.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **vendredi 10 février 1967 de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. **Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**